

SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

Les journées d'actions sans lendemain : Ça suffit !

Pour faire plier le gouvernement : Grève générale illimitée !

Le 1er mai, nous étions plus d'un million à défiler dans les rues, contre la dégradation des conditions de travail, contre les licenciements, contre la casse des services publics. La mobilisation, loin de s'essouffler après les 29 janvier et 19 mars, se prolonge et se durcit, comme le démontre les luttes des Caterpillar, Continental, 3M, Sony ou encore Molex. La mobilisation universitaire, par son unité et sa détermination, démontre là encore que la jeunesse et les travailleurs sont prêts à engager le rapport de force avec le gouvernement et à lutter jusqu'au bout.

Des luttes pour une éducation publique, laïque et gratuite en France et en Europe.

La dernière coordination nationale des universités a dressé un bilan de la mobilisation au 28 avril : entre 10 et 20 facs totalement bloquées, une cinquantaine retenant les notes des examens, 53 en grève partielle (certains UFR ou les jours de mobilisations). Les démissions administratives se multiplient ainsi que les décisions de boycotter les jurys de bac. La manifestation du 28 avril, qui a réuni 30 000 personnes a permis de réaliser l'unité avec le secteur hospitalier en lutte contre le projet de loi Bachelot « Hôpitaux, santé, patient, territoire ».

L'éducation et la santé sont, selon l'OMC, les « futurs marchés du 21e siècle ». Des luttes pour défendre l'éducation publique se mènent partout dans le monde : Au **Québec**, où étudiants, enseignants et personnels luttent pour obtenir l'abrogation de la loi 107 qui réforme la gouvernance des universités, au **Mexique**, où les enseignants de philosophie manifestent contre la loi RIEMS... Ces projets sont mondiaux et en Europe, la riposte de la jeunesse et des travailleurs s'organise. **Partout en Europe, étudiants, enseignants et personnels se mobilisent contre la destruction et la privatisation de l'éducation.** La manifestation européenne du 28 avril à Bruxelles contre le processus de Bologne, qui a rassemblé 4 000 étudiants, a été l'occasion de rencontrer et de discuter avec des étudiants venus d'Europe. Les luttes sont dures, à l'image des attaques contre l'éducation publique. Ainsi, en **Croatie** une vingtaine d'universités sont occupées et en grève depuis le 20 avril pour réclamer la gratuité de l'enseignement supérieur, en **Pologne**, à Gdansk, les étudiants protestent contre les frais illégaux et la présence policière, en **Serbie**, un comité d'une centaine d'étudiants organise une campagne à Belgrade contre l'augmentation des frais d'inscription et la privatisation des facs, en **Espagne** comme en **Grande-Bretagne**, les occupations et les manifestations se multiplient contre l'équivalent de notre LRU. En **Allemagne** enfin, une série d'actions ont été menées dans différents Länder pour dénoncer la marchandisation de l'enseignement. L'ensemble de ces éléments tend à démontrer que la question de la grève générale est encore posée, y compris à l'échelle européenne.

Le gouvernement durcit le ton.

Face à un mouvement qui dure et s'organise, le gouvernement durcit ses attaques. La première consiste à condamner et à dénigrer les mobilisations : Contre les travailleurs licenciés qui séquestrent leur patron pour obtenir des conditions de licenciements décentes, Sarkozy se fâche : « *Qu'est ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer les gens ? On est dans un Etat de droit, je ne laisserai pas faire les choses comme ça* ». Contre les étudiants, les enseignants et les personnels qui luttent contre la privatisation de l'éducation et la casse des statuts : **Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP exige des « poursuites judiciaires » contre les grévistes** en les accusant de « *prendre en otages les étudiants* ». Même message en boucle chez Pecresse qui agite le passage des examens pour en finir avec le mouvement. **Une seconde attaque consiste en la répression policière et judiciaire :** Poursuites contre les Caterpillar, les Continental, contre les étudiants et les manifestants ou encore, dernier projet, le dépôt par le député Damien Meslot d'une proposition de loi pour « *sanctionner de 1000 euros* » d'amende tout étudiant ou toute personne extérieure à l'université qui « *entrave, même partiellement, l'accès aux enseignements et aux bâtiments* » d'un campus. Les provocations policières se multiplient, organisées par les « *compagnies de sécurisation* » créées officiellement en 2005 par Sarkozy pour provoquer les flagrants délits.

Le SEUL mène une campagne de pétition avec des militants syndicaux de la CGT, de la FSU et de SUD-Etudiant **pour exiger des directions des confédérations syndicales** qu'elles assument leur rôle et **qu'elles organisent une grande campagne nationale unitaire de soutien aux travailleurs et à la jeunesse victimes de**

la répression syndicale et politique. Le droit de grève est un droit chèrement acquis par les travailleurs et nous devons le défendre sans concessions. Nous invitons l'ensemble des étudiants, enseignants et personnels à signer et faire signer cette pétition (<http://fseul.free.fr>) pour **soutenir les travailleurs de Caterpillar, Continental, Sony, 3M, Molex et l'ensemble des travailleurs victimes de la répression !**

Le gouvernement durcit le ton face à la jeunesse et aux travailleurs, parce qu'il ne veut rien lâcher. L'adoption de l'ensemble des décrets contre lesquels nous nous battons lors des vacances de pâques en est l'illustration ! **Aucune négociation, aucune concertation n'est possible avec ce gouvernement qui multiplie les attaques ! Seule la mobilisation peut nous permettre de le faire plier.**

La dernière attaque en date ? **La fin de l'école laïque !** Avec la ratification par décret, le 19 mars, du **traité de reconnaissance des diplômes délivrés par les universités catholiques**, le gouvernement remet en cause la loi de 1880 qui donne un monopole à l'État dans la délivrance des diplômes. C'est un fondement de la laïcité en France avec la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905 qui est de fait détruit ! Nous ne pouvons pas accepter cela ! La casse de la laïcité est une pièce maîtresse de la privatisation de l'éducation. **Ce décret est aujourd'hui permis par le LMD et la LRU. C'est pourquoi le SEUL initie une campagne d'information et de mobilisation sur la question de la laïcité pour demander l'abrogation du décret du 19 mars 2009 et l'annulation de la reconnaissance automatique des diplômes délivrés par les universités catholiques.** Nous appelons tous les syndicats et les associations de défense de la laïcité à nous rejoindre dans cette initiative.

Assez des journées d'actions à répétition ! Grève générale illimitée !

L'ensemble des travailleurs et de la jeunesse sont concernés par les attaques du gouvernement : la destruction et la privatisation des services publics signifient une santé toujours plus chère et de moins bonne qualité ; une éducation au rabais, sauf pour une minorité pouvant s'offrir des écoles privées hors de prix ; une casse du statut des fonctionnaires et une précarisation accélérée ; la casse du contenu national des diplômes, des conventions collectives et du code du travail nous concernent tous ; le report de l'âge de la retraite ; l'augmentation de la durée hebdomadaire légale de travail à 65 heures ; la dégradation des conditions de travail aussi ; l'assouplissement des conditions de licenciements également.

C'est pourquoi nous nous sommes tant mobilisés les 29 janvier et 19 mars. Mais après la journée du 1er mai, nous nous laissons de ces journées d'action sans lendemain ! La solution pour faire reculer le gouvernement est d'unifier nos luttes dans la grève générale illimitée ! Les confédérations syndicales ont appelé à l'organisation de nouvelles journées de manifestations nationales interprofessionnelles les 26 mai et 13 juin au risque d'essouffler les travailleurs et la jeunesse pourtant disposés à se battre à jusqu'au bout. Ces journées doivent être les jalons d'une vraie grève interprofessionnelle illimitée. Tous ensemble, nous devons être présents à ses deux rendez-vous ! **Tous ensemble refusons cette politique de précarité et de casse de nos acquis sociaux ! Manifestons tous ensemble contre les licenciements et la casse des conditions de travail !**

Construisons la grève générale illimitée pour la satisfaction de l'ensemble de nos revendications :

Interdiction de tous les licenciements ! Augmentation générale des salaires !

Non à la privatisation de l'éducation et de la santé :

Abrogation de la LRU !

Abrogation de la loi Bachelot !

Pour un enseignement public et gratuit pour tous : défense de la laïcité !

Contre la calomnie et les répressions :

Unité de la jeunesse et des travailleurs et de leurs organisations syndicales pour faire plier ce gouvernement !

<http://fseul.free.fr>